

CONGRES DE LA SOCIETE FRANÇAISE D'HISTOIRE URBAINE
Université Paris-Est Marne-la-Vallée
Jeudi 19 et vendredi 20 janvier 2017

RÉFORMER LE GOUVERNEMENT DES VILLES

Appel à Communication

Les journées de la Société Française d'Histoire Urbaine souhaitent en 2017 mettre l'accent sur le renouvellement des recherches en histoire politique de la ville. Si les thématiques de la « réforme urbaine », entendues au sens large du terme, sont constamment revisitées, il a semblé pertinent d'interroger, à travers le thème de la réforme du gouvernement urbain, la façon dont les villes se construisent comme des espaces politiques singuliers. Cette interrogation mérite d'être posée sur la longue durée tant les modèles et traditions anciennes de gouvernements des villes apparaissent comme un répertoire historique qui fut sans cesse questionné, commémoré, réactivé ou réinventés.

L'enjeu historiographique est important car il est fréquent en effet, notamment pour les périodes les plus récentes, d'analyser les changements dans les modes de gouvernance urbaine en les restreignant à une simple déclinaison des grandes évolutions politiques nationales. S'il ne s'agit pas de remettre en cause ces influences (la capitale de cité dans l'empire romain n'est plus celle de la cité grecque indépendante, la ville de la IIIe République n'est pas celle de la Restauration), ces journées mettront avant tout l'accent sur les logiques internes et les facteurs endogènes qui structurent l'évolution des gouvernances urbaines, et sur leurs modalités d'interactions avec un contexte plus général qu'il soit régional, national, impérial ou international.

La question des échelles de gouvernement mérite aussi d'être posée de manière rétrospective. Pour les périodes les plus anciennes, le poids respectif du modèle impérial (par exemple romain) et des évolutions internes des sociétés urbaines conquises, notamment dans les espaces où la ville avait un rôle directeur et structurant sur le territoire bien avant la conquête, mérite d'être réévalué : l'histoire des « petites cités » de l'empire romain est encore largement à écrire pour tenir compte de leur dynamique locale. De la paroisse ou du diocèse aux formes plus récentes de « Grand' ville » (Grand Londres, Grand Paris, Gross Berlin, etc.) et autres métropoles, l'adéquation entre le gouvernement urbain et la taille réelle des villes (au-delà des murailles ou des périphériques autoroutiers) a toujours été un problème sinon un levier de réforme qui a contribué à structurer le rapport de la ville au politique et du politique à l'urbain.

La question de la municipalisation des modes de gouvernance urbaine, de la circulation transnationale de ce « mouvement municipal » et de ces « savoirs municipaux », mais aussi des effets possibles de cette municipalisation sur les formes de citoyenneté comme identités politiques urbaines, seront particulièrement observés. Si les différents échelons territoriaux de la représentation politique sont en effet aujourd'hui déclarés en crise, il semble de l'avis général que l'échelon municipal offre une certaine résistance à cette crise généralisée de la représentation politique. Faire l'histoire de ces modes de « gouvernement des villes » apparaît donc comme un chantier de recherche aux enjeux foncièrement actuels.

Il n'y a guère enfin de réforme de gouvernement sans enjeux sociaux et sociétaux. La technicité grandissante des gouvernements métropolitains est ainsi inversement proportionnelle à la montée des contestations urbaines (*indignados*, *Occupy*, Nuit Debout, occupations des places Tahrir au Caire et Taksim à Istanbul.). Ce que les crises politiques dans la ville et de la ville révèlent aujourd'hui aurait intérêt à être mis en perspective avec la cohorte des grandes crises urbaines du passé dont on peut réinterroger l'impact sur le gouvernement des villes.

On pourra ainsi s'interroger, sans que cette liste soit limitative, sur :

- la portée des réformes dans le gouvernement des villes
- les projets, aboutis ou non, de changements dans l'organisation politique urbaine
- la question de la municipalisation des modes de gouvernance urbaine
- le poids des experts, des enquêteurs, des praticiens de la ville dans ces évolutions
- la circulation des expériences à différentes échelles
- la participation des habitants ou des groupes sociaux en émanant à l'évolution des formes de gouvernement
- les interactions entre réformes des gouvernements urbains et évolution des citadinités
- l'impact des changements d'échelle sur le gouvernement des villes, de leurs banlieues ou agglomérations

Contact :

Les propositions de communication seront envoyées par courriel en fichier joint à l'adresse suivante : Frédéric Moret (UPEM), frederic.moret@u-pem.fr

Elles comporteront un titre et un résumé d'environ 1 500 signes, de même que les coordonnées de l'intervenant(e) (nom, prénom, fonction et rattachement institutionnel, courriel, adresse postale).

Date limite d'envoi des propositions : 15 novembre 2016

La SFHU propose de soutenir la participation de doctorants au Congrès, en attribuant trois bourses destinées à couvrir une partie des frais d'hébergement et de transport. Montant de 150 € chacune.

Comité d'organisation (Laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs, EA 3350) :

Vincent Azoulay, Gabrielle Frija, Vincent Lemire, Frédéric Moret, Valérie Theis, Loïc Vadelorge

Comité scientifique :

Boris Bove, Florence Bourillon, Laurence Buchholzer, Youri Carbonnier, Laurent Coudroy de Lille, Natacha Coquery, Catherine Denys, Stéphane Frioux, Jean-Pierre Guilhembet, Laurence Jean-Marie, Gilles-Antoine Langlois, Virginie Mathé, Denis Menjot, Frédéric Moret, Dominique Poulot, Thibault Tellier, Olivier Ratouis, Mélanie Traversier, Charlotte Vorms et les membres du comité d'organisation.